



<http://hdr.undp.org/>

Contacts au PNUD :

New York et Brasilia

USA
Mme. Niamh Collier
Tél : +1 212 906 6111
Portable : +1 917 609 5133
niamh.collier@undp.org
Mme. Marisol Sanjines
Tél : +1 212 906 6763
Portable : +1 646 201 8036
marisol.sanjines@undp.org

Genève et Paris

M. Jean Fabre
Tél : +41 22 917 8542
Portable : +41 79 437 07 76
jean.fabre@undp.org

Bruxelles

M. Peter Thesin
Tél : +32-2 505 46 28
Portable : +32 478312027
peter.thesin@undp.org

Copenhague

Mme. Christine Drud
Tél : +45 35 46 71 54
Portable : +45 29 45 23 20
christine.drud@undp.org

Tokyo

M. Toshiya Nishigori
Tél : +81 3 5467 4751
Portable : +81 90 7200 3295
or +81 80 2016 3078
toshiya.nishigori@undp.org

Washington

Mme. Cara Santos Pianesi
Tél : +1 202 331 9130
Portable : +1 202 262 3381
cara.santos@undp.org

Bratislava

M. Zoran Stevanovic
Tél : +421 2 59337 428
Portable : +421 908 729 846
zoran.stevanovic@undp.org

Bangkok

Mme. Cherie Hart
Tél : +662 288 2133
Portable : +66 8 1 918 1564
cherie.hart@undp.org

New Delhi

Mme. Surekha Subarwal
Tél : +91 11 46532330
Portable : +91 9810153924
surekha.subarwal@undp.org

Mexico

Mme. María Amparo Lasso
Tél : +5255 52 63 98 94
Portable : +5255 29 66 79 72
maria.lasso@undp.org

Moscou

Mme. Snizhana Kolomiets
Tél : +7 (495) 787 2100 (ext.2235)
Portable : +7 916 107-9416
snizhana.kolomiets@undp.org

Londres

Mme. Chandrika Deshpande
Tél : +44 020 7396 5338
Portable : +44 (0) 7957 460 246
chandrika.deshpande@undp.org



PNUD
Programme des Nations Unies pour le développement

Strictement sous embargo jusqu'au 27.11.2007, 10:00 Brasilia (12:00 GMT)

Les nations riches devraient prendre les devants pour la réduction des émissions et offrir des mesures d'incitation aux pays en développement d'Europe centrale et orientale et de la CEI pour qu'ils misent sur l'écologie

Alors que le Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 propose une trajectoire pour Bali, les auteurs soulignent que l'utilisation effective des marchés du carbone pourrait bénéficier à toutes les parties dans la région

Brasilia, 27 novembre 2007—Selon le Rapport mondial sur le développement humain (RMDH) 2007/2008 lancé ici aujourd'hui, les pays plus gros émetteurs de carbone portent la responsabilité historique du changement climatique et doivent à ce titre prendre les devants et rééquilibrer le budget carbone, tout en offrant des mesures d'incitation aux pays en développement ainsi qu'aux pays en transition d'Europe centrale et orientale et de la Communauté des États indépendants (CEI) pour qu'ils se développent proprement.

Faisant fond sur le Rapport de synthèse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) récemment publié, le RMDH du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), intitulé *La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, propose une trajectoire pour les négociations sur le changement climatique de Bali, Indonésie, et souligne qu'il nous reste une petite fenêtre d'opportunité de dix ans seulement pour agir. Si nous laissons cette fenêtre se refermer, une augmentation de plus de deux degrés Celsius des températures pourrait paralyser puis inverser les progrès en santé, en éducation et en réduction de la pauvreté pour les populations les plus vulnérables du monde.

En Sibérie, l'augmentation des températures de 3,6 degrés Celsius—plus de deux fois la moyenne mondiale—a déjà des effets considérables sur le mode de vie des populations autochtones. La fonte du permafrost, qui couvre 60 pour cent de la Fédération de Russie, va accroître la vulnérabilité aux inondations alors que la fonte des neiges éternelles et des glaciers des montagnes de l'Asie centrale menace les moyens de subsistance de millions de personnes.

Kevin Watkins, auteur principal du Rapport et Directeur du Bureau du RMDH du PNUD déclare que le budget carbone du 21^{ème} siècle—la quantité de carbone pouvant être absorbée sans que les températures n'augmentent, normalement, de plus de deux degrés—est en train d'être dilapidé et menace d'expirer d'ici 2032. Il ajoute que les pauvres—dont le budget carbone est le plus léger et qui sont les moins équipés pour se protéger—sont les premières victimes des modes de vie gourmands en énergie des pays développés.

La lutte contre le changement climatique affirme que les pays développés portent la responsabilité historique du changement climatique et qu'ils doivent à ce titre prendre les devants et rééquilibrer le budget carbone en réduisant leurs émissions d'au moins 80 pour

cent d'ici 2050. En outre, ils devraient appuyer un nouvel investissement annuel mondial de US\$86 milliards pour financer les efforts d'adaptation pour protéger les pauvres du monde et adopter un système efficace de transfert entre pays du savoir-faire sur les énergies propres, tout en incitant les pays plus pauvres à opter pour une trajectoire de développement plus respectueuse de l'environnement.

Exploiter les marchés du carbone pourrait aussi aider la région à réduire ses émissions : l'Administrateur du PNUD, Kemal Derviş, déclare que fixer un prix adéquat pour le carbone par le biais d'un mélange de taxation et de mesures plus strictes sur les marchés de permis d'émission sera essentiel pour lutter contre le changement climatique, et les échanges de quotas d'émission par le biais des marchés du carbone pourrait être bénéfique à tous et favoriser les investissements dans les énergies à faible émission de carbone en Europe centrale et orientale et dans la CEI.

Augmentation des émissions, augmentation des coûts

Alors que les pays en développement sont responsables d'une part croissante des émissions mondiales, les pays riches les dépassent encore en termes de dette accumulée. *La Lutte contre le changement climatique* affirme que si chaque pauvre de la planète produisait autant de CO₂ que le citoyen britannique ou allemand moyen, quatre planètes seraient nécessaires pour absorber sans risque la pollution produite. Ce chiffre passe à neuf si l'on prend comme référence les émissions générées par le citoyen américain ou canadien moyen. Le bilan carbone de la Fédération de Russie est à peine moins lourd que la moyenne des pays de l'OCDE.

La lutte contre le changement climatique note qu'à ce jour les efforts de réduction des émissions globales de gaz à effet de serre n'ont guère été couronnés de succès. En 2004, les émissions pour les pays de l'Annexe I étaient trois pour cent inférieures aux niveaux de 1990, l'essentiel de la baisse étant attribuable à la Fédération de Russie et à d'autres économies en transition—plus de 30 pour cent dans certains cas. Ce résultat est moins lié à la réforme de la politique énergétique qu'aux effets de la récession économique des années 90, indique le Rapport. Les auteurs soulignent qu'avec la reprise économique, les émissions sont aujourd'hui en hausse.

Des investissements considérables dans les infrastructures seront nécessaires dans la Fédération de Russie, par exemple, pour adapter les routes, les lignes électriques et la ligne ferroviaire Baïkal Amur à la fonte du permafrost, alors que des projets sont en cours d'élaboration pour protéger de l'érosion côtière liée à la fonte du permafrost l'oléoduc prévu entre l'est de la Sibérie et le Pacifique. En Asie centrale, les pertes d'eau provenant de la fonte des fleuves Amu Darya et Syr Darya pourraient restreindre le débit de l'eau d'irrigation alimentant l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, tout en compromettant les plans de développement de centrales hydroélectriques au Kirghizistan.

Le Rapport note que l'augmentation des températures peut être à l'origine d'un cercle vicieux dans la région : la fonte du permafrost dans la Fédération de Russie pourrait entraîner le rejet de quantités importantes de méthane—un puissant gaz à effet de serre—dans l'atmosphère, et, par voie de conséquence, accentuer le réchauffement et le rythme de dégel du pergélisol.

Les marchés du carbone pourraient offrir une solution

Les réformes de la politique énergétique dans la région ont eu des effets mitigés. En République tchèque, en Hongrie et en Pologne, les progrès réalisés en termes d'intensité énergétique (consommation d'énergie par unité du PIB) sont dus à la réforme économique et à la privatisation. Il y a dix ans, la Pologne consommait 2,5 fois plus d'énergie par unité de ciment produite que la moyenne de l'Union européenne, par exemple, mais cet écart est à présent comblé.

Le Rapport explique que, par comparaison, l'Ukraine a enregistré des réductions bien plus limitées de l'intensité énergétique et carbone. Au cours des 15 dernières années, le charbon a été progressivement remplacé par du gaz naturel importé moins cher et moins polluant. Or, avec l'interruption de l'approvisionnement en provenance de la Fédération de Russie début 2006 et le doublement des prix à l'importation, le gouvernement ukrainien envisage de revenir au charbon. Ce cas démontre la contradiction qui existe parfois entre la sécurité énergétique des pays et les objectifs de sécurité climatique, indique le Rapport.

Le secteur de l'énergie de la Fédération de Russie continue de consommer deux fois plus d'énergie que la Pologne. Le secteur du gaz naturel, où l'on estime que l'entreprise énergétique d'État Gazprom a perdu près de 10 pour cent de sa

production totale en 2004 en raison de fuites et de compresseurs défectueux, illustre la nécessité de poursuivre la réforme énergétique. Les auteurs soulignent qu'un rendement énergétique accru pourrait jouer un rôle clé dans la réduction des émissions nationales.

La lutte contre le changement climatique note que si des réponses diverses seront nécessaires pour mettre la région sur la voie d'un développement plus respectueux de l'environnement, exploiter les marchés du carbone pourrait être bénéfique à tous. L'échange de quotas d'émission sur les marchés de permis d'émission tels que le Système d'échange des droits d'émission (SEDE de l'UE) pourrait favoriser les investissements dans l'énergie à faible émission de carbone dans la région, pour autant que certaines réformes soient mises en place. À ce titre, selon le Rapport, augmenter le prix de l'énergie, revoir les subventions à la baisse, améliorer la compétitivité du secteur énergétique en l'accompagnant d'une réglementation indépendante plus stricte, et introduire des réformes de la gouvernance de plus grande envergure devrait faire partie des priorités de la région.

Une trajectoire pour Bali et au-delà

La lutte contre le changement climatique offre des recommandations pour l'atténuation, le transfert de technologies, l'adaptation et la mobilisation de financements pour établir une liste de contrôle à l'intention de tous les dirigeants politiques qui vont se réunir à Bali en décembre. Il en résulte une trajectoire pour un accord multilatéral contraignant et applicable après 2012 qui, insistent les auteurs, sera essentiel pour défendre notre planète et les plus pauvres de ses habitants contre les conséquences les plus dévastatrices du changement climatique :

- **Réduire les émissions** des pays en développement de 20 pour cent d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 1990, et des pays développés de 30 pour cent d'ici 2020 et d'au moins 80 pour cent d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 1990 ;
- **Fixer un prix adéquat pour le carbone** par le biais d'une taxation du carbone et d'un développement mondial ambitieux des marchés de permis d'émission ;
- **Créer un Fonds d'atténuation des changements climatiques (FACC)** pour financer l'investissement supplémentaire dans les énergies à faible émission de carbone dans les pays en développement, pour leur donner à la fois les moyens d'opter pour une trajectoire à faible émission et les inciter à contracter des engagements internationaux contraignants en matière de réduction des émissions. Pour cela, un investissement de US\$25 à 50 milliards par an sera nécessaire ;
- **Renforcer les normes réglementaires** en adoptant et en appliquant des normes de rendement plus strictes pour les émissions des véhicules, des bâtiments et des appareils électriques ;
- **Appuyer le développement de l'approvisionnement en énergie à faible émission de CO₂**, en reconnaissant le potentiel inexploité des énergies renouvelables utilisées et la nécessité d'investir urgemment dans les avancées technologiques telles le captage et le stockage du carbone (CSC) ;
- **Allouer US\$86 milliards par an à l'adaptation**, soit 0,2 pour cent du PIB combiné des pays nordiques, pour la construction d'infrastructures de protection et le renforcement des capacités de résistance des pauvres face aux effets du changement climatique ;
- **Intégrer l'adaptation à tous les plans de réduction de la pauvreté et des inégalités extrêmes**, y compris les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ;
- **Reconnaître que la séquestration du carbone** des forêts et des terres est un élément essentiel de tout accord futur et **appuyer les plans internationaux de transfert de fonds pour lutter contre la déforestation** comme le préconise, entre autres, le Brésil.

Le Rapport conclut que « l'une des plus rudes leçons qu'enseigne le changement climatique est que le modèle économique de la croissance et la consommation effrénée des nations riches sont écologiquement insoutenables ». Mais les auteurs font valoir que « si l'on procède aux réformes nécessaires, il n'est pas trop tard pour ramener les

émissions de gaz à effet de serre à des niveaux tolérables, sans pour autant sacrifier la croissance économique : la prospérité croissante et la sécurité climatique ne sont pas des objectifs contradictoires ».

* * * *

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT : Le Rapport mondial sur le développement humain continue d'encadrer le débat sur certains des défis parmi les plus urgents auxquels est confrontée l'humanité. Il s'agit d'un rapport indépendant commandé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Kevin Watkins est l'auteur principal du rapport 2007/2008, lequel contient des contributions spéciales du Secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon, du Président du Brésil Luiz Inácio Lula da Silva, du Maire de New-York Michael R. Bloomberg, de la militante contre le changement climatique Sheila Watt-Cloutier, de la Présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement et ancienne Premier Ministre de la Norvège Gro Harlem Brundtland, de l'Archevêque émérite du Cap Desmond Tutu, et du Directeur du Centre for Science and Environment Sunita Narain. Le Rapport est traduit dans plus de douze langues et lancé dans plus de 100 pays chaque année. Pour de plus amples informations, consulter le site <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/>. Le Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 est publié en français par La Découverte.

À PROPOS DU PNUD : Le PNUD est le réseau mondial des Nations Unies chargé d'aider les populations à satisfaire leurs besoins en développement et à améliorer leur vie. Nous sommes présents sur le terrain dans 166 pays, partenaire de confiance des gouvernements, de la société civile et du secteur privé, nous les aidons à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux auxquels ils sont confrontés en matière de développement. Pour plus d'informations, consulter le site : www.undp.org.